



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90254
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 29/09/2022

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/09/2022

Partie nominative

SOCADRAV

Le Chabron
43350 ST PAULIEN

Affaire suivie par : SURGET Léa
Téléphone : 04 71 06 62 36
Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr
Références : UiD4243-MEA-022-0341
Code AIOT : 0005600932

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 27/09/2022 de l'établissement SOCADRAV implanté Le Chabron 43350 ST PAULIEN. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- SURGET Léa, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Frédéric Gillet, responsable administratif, SOCADRAV
- Didier Gillet, responsable d'exploitation, SOCADRAV

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse non renseignée.

Rédacteur	Vérificateur et Approbateur
L'inspecteur de l'environnement SURGET Léa	Le Chef délégué de l'UiD Loire – Haute-Loire PERRIN Guillaume

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/09/2022 de l'établissement SOCADRAV implanté Le Chabron 43350 ST PAULIEN, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Déchets - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2012 article : 12 et 5.5
- Risque accidentel - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2012 article : 13,14
- Eaux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2012 article : 9

Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :

L'arrêté d'autorisation permet l'exploitation du site jusqu'en 2033. L'exploitant n'envisage pas de demander le renouvellement ou l'extension de la carrière, de ce fait, il est important de ne pas négliger la remise en état pour les années d'exploitation restantes.



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90254
43 009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 29/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCADRAV

Le Chabron
43350 ST PAULIEN

Références : UiD4243-MEA-022-0341
Code AIOT : 0005600932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement SOCADRAV implanté Le Chabron 43350 ST PAULIEN. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2022 de la DREAL. Cette installation est identifiée "sans priorité", elle doit faire l'objet d'une inspection tous les 7 ans. La dernière inspection a eu lieu le 6 mars 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCADRAV
- Le Chabron 43350 ST PAULIEN
- Code AIOT : 0005600932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'entreprise SOCADRAV exploite uniquement cette carrière de basalte. Il s'agit d'une entreprise familiale qui contient 3 employés. La carrière a été ouverte en 1983. Les matériaux servent à la construction des chaussées/voies de circulation, murs de soutènement principalement pour des marchés locaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Environnement
- Risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-2 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 5, 6 et 7.2	/	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 12 et 5.5	/	Sans objet
6	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 13,14	/	Sans objet
7	Eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 1, 2 et 15	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 3	/	Sans objet
4	Explosifs	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Explosifs	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 11	/	Sans objet

2-3 Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 1, 2 et 15
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 1 L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : max 100 000 t/an. 2515-1. INSTALLATIONS BROyage/CONCASSAGE : 400 kW. Art 2 Vérification de la modification ou non du parcellaire. ART 15 Les garanties financières doivent être à jour.
Constats : 2510. L'exploitant extrait des tonnages de matériaux bien en deçà des maximums prévus par l'autorisation. 2515-1. Il n'y a pas eu de modification de puissance des installations de broyage/concassage. Art 2. Il n'y a pas eu d'acquisition de nouvelles parcelles. Art 165 Les garanties financières sont à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Identification et sécurisation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 3.1 AFFICHAGE. L'exploitant est tenu de mettre en place un panneau indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté ; 3.2 BORNAGE. Le périmètre des terrains est matérialisé par des bornes placées en tous points nécessaires à la délimitation des terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et bon ; 3.3 CLOTURE. Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes ; 3.5 ACCES. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique .
Constats : 3.1. L'affichage à l'entrée de la carrière est à jour. 3.3 Une double clôture solide et efficace est en place. Un portail ferme l'accès. Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes. Le danger est signifié par des pancartes. 3.5 L'accès à la voirie publique est sécurisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 5, 6 et 7.2
Thème(s) : Autre, Phasage et remise en état de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.3 DECAPAGE – DECOUVERTE ; Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Les opérations de décapage et de découverte sont réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles.</p> <p>5.4 EXTRACTION. La hauteur maximale des fronts est de 15m. Cote minimale 795m, banquettes de 10m . Le sous-cavage est interdit.</p> <p>6 REMISE EN ETAT. Avancement de la remise en état déjà effectuée.</p> <p>6.2 : remblaiement inertes extérieurs pas autorisé.</p> <p>7.2 Une bande de 10m doit être maintenue.</p>
<p>Constats : Art 20 : Un plan d'exploitation du 31/12/21 a été présenté. Il ne mentionne pas l'ensemble des côtes.</p> <p>Or, le plan d'exploitation, mis à jour tous les ans, doit mentionner : les limites du périmètres sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200m, le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain, les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique, l'emprise des infrastructures, les surfaces défrichées à l'avancement, le positionnement des fronts, l'emprise des chantiers, l'emprise des zones remises en état, les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.</p> <p>5.3 : Le décapage est assez important avant l'atteinte du gisement. Les matériaux extraits servent directement à la remise en état.</p> <p>5.4. /6 : il n'a pas été possible de vérifier la hauteur des fronts en raison de l'absence de mention sur les côtes mais, visuellement, les fronts ne semblaient pas excéder 15 m. La cote minimale n'a pas été atteinte. Aucun sous-cavage n'a été constaté.</p> <p>L'exploitant se situe à la phase 20-25 ans, sans retard d'exploitation malgré les plus faibles tonnages extraits. En effet, il apparaît que le gisement contient des poches d'argile. Ce matériau difficilement exploitable faute de débouché a bousculé le phase prévu afin d'éviter les zones qui en contenait.</p> <p>Faute de possibilité d'acquisition de foncier, l'exploitant n'envisage pas de renouveler / agrandir sa carrière en 2033. De ce fait, une attention particulière doit être portée à la remise en état pour qu'aucun retard ne soit pris. La remise en état effectuée jusqu'alors est satisfaisante.</p> <p>L'exploitant devra reprendre contact avec la DREAL 3 ans avant l'arrêt de ses activités pour se renseigner sur la procédure de cessation d'activité à mener. Une mise à jour des conditions de remise en état pourra être demandée du fait des variations entre le phasage prévu et l'exploitation ayant eu lieu.</p> <p>6.2 : Il n'y a pas eu de remblaiement inertes extérieurs pas autorisé.</p> <p>7.2 : La bande des 10m n'a pas pu être contrôlée, l'extraction n'a cependant pas lieu au plus près des limites d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
<p>Proposition de suites : Transmettre le prochain plan d'exploitation faisant figurer l'ensemble des informations mentionnées à l'article 20 de l'arrêté du 21/01/2003. Une attention particulière doit être portée à la remise en état pour qu'aucun retard ne soit pris.</p>

N° 4 : Explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article Explosifs
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des explosifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'utilisation des explosifs est surbonnée à la réalisation d'un plan de tir validé par l'exploitant. Le plan de tir mentionnera en particulier, la profondeur et la diamètre de foration, la maille, la charge d'un trou, la charge de la volée d'allumage et la charge totale maximale du tir. Vérification de la conformité des vibrations.
Constats : L'exploitant sous-traite 1 à 2 tirs par an. Un plan de tir du 23/03/22 a été présenté et n'appelle pas de remarques particulières. La dernière analyse de vibration est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 12 et 5.5
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 12 : un tri des déchets est effectué, un registre de suivi des déchets doit être mis en place. 5.5 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état.
Constats : 13. Un tri des déchets est effectué sur site, un registre de suivi est mis en place. Le 24/05/22, un enlèvement des huiles usagées a été effectué par l'entreprise VEOLIA. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un bordereau de suivi de l'élimination des déchets dangereux ; L'exploitant doit veiller à disposer d'une copie de ce bordereau, il lui est rappelé qu'en tant que producteur de déchets sa responsabilité peut être engagée jusqu'à élimination totale du déchet . Par ailleurs, l'exploitant doit saisir ses bordereaux sous l'application TRACK DECHETS 5.5 Le carreau de la carrière était en bon état.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : présenter sous 3 mois le bordereau de suivi de l'élimination des huiles souillées du 24/05/22

N° 6 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 13,14
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 13.4 INCENDIE : contrôle des dispositifs incendie chaque année. 15.1 ELECTRICITE : contrôle des installations électriques chaque année.
Constats : 14.4 Le dernier rapport des dispositifs incendie du 24/01/22 ne laisse pas apparaître de non-conformités. 14.1 Le dernier contrôle des dispositifs électriques du 27/09/21 laisse apparaître des non-conformités, l'intervention d'un électricien est prévu. Le rapport du prochain contrôle devra être envoyé à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Faire parvenir sous 2 mois le prochain rapport de contrôle des installations électriques

N° 7 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.4. Plateforme engins, décanteur déshuileur adapté à la surface de l'aire et aux débits des eaux susceptibles de traverser. Il doit être capable d'évacuer un débit minimal de 45 l par heure et par mètre carré de l'aire considérée, sans entraîner d'hydrocarbures.</p> <p>9.1 Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel son munies de dispositifs de meure totalisateurs de la quantité prélevée. Un relevé par mois.</p> <p>9.2 Le ravitaillement et le petit entretien est réalisé sur une aire de type plateforme engin. Elle forme rétention reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Le séparateur doit être entretenu régulièrement. Tout stockage de produit potentiellement polluant doit être effectué sur rétention.</p> <p>9.3 Gestion des eaux de procédé des installations. Pas de rejet direct au milieu.</p>
<p>Constats : 3.4. La plateforme engin est en place et elle est connectée à un décanteur-déshuileur. Le dernier entretien date de 2013, l'exploitant dispose de 6 mois pour réaliser un nouvel entretien.</p> <p>9.1. Il n'y a pas un prélèvement d'eau dans le milieu naturel.</p> <p>9.2. Le stockage d'hydrocarbure est dans une cuve étanche et sur rétention. Les huiles sont dans un local fermé sur rétention également.</p> <p>9.3. Le process ne sollicite pas d'utilisation de l'eau.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Faire réaliser sous 6 mois un entretien du décanteur-déshuileur et faire parvenir le bordereau de suivi d'élimination des déchets à l'inspection

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué en cas de modification des installations. Les valeurs relevées doivent respecter les maximums prévus par le présent article. Tous les 3 ans.</p>
<p>Constats : Une dernière analyse de juin 2018 a été présentée, elle n'appelle pas de remarques particulières.</p> <p>L'exploitant a signalé la construction prochaine d'un lotissement à proximité de la carrière, l'exploitant devra ajouter un point de mesure près de ce lotissement une fois celui-ci construit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet